



Les organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis soutiennent la mobilisation des agent·e·s de l'inspection du travail pour obtenir des recrutements. Le scandale doit cesser !

Depuis plus de cinq ans, des communes de la Seine-Saint-Denis sont privées d'agent·e de contrôle de l'inspection du travail faute de recrutements suffisants au Ministère du travail. Pendant des années, les agent·es de contrôle du département ont accepté d'occuper « par intérim » ces postes vacants, en plus de leur section d'inspection, accroissant leur charge de travail tout en n'offrant pas de service public digne de ce nom aux salarié·es de ces secteurs. Cette pratique est illégale, l'intérim de postes de service public devant être temporaire (pour une maladie, un congé de formation ou de maternité) et non structurel (c'est-à-dire lié à l'insuffisance des recrutements).

Constatant le caractère chronique de ce sous-effectif, après avoir manifesté et fait grève, les agent·e·s de l'inspection du travail de Seine-Saint-Denis ont pris collectivement la décision en novembre 2019 de refuser d'effectuer ces « intérim structurels », avec le soutien des organisations syndicales de leur administration. Cette mobilisation vise à mettre en évidence l'abandon par les autorités du service public de l'inspection du travail et à contraindre le ministère du travail à recruter à hauteur des besoins, au lieu de pallier sans cesse le manque de postes au détriment de la santé des agent·es et du service rendu aux usager·es.

Depuis un an et demi les travailleurs·euses des sections d'inspection laissées vacantes par les pouvoirs publics ne reçoivent donc plus aucune réponse à leurs sollicitations. Leurs entreprises ne sont plus contrôlées. Leurs signalements ne sont plus entendus. A Saint-Denis, Montreuil, Les Lilas, Bobigny, Drancy, Le Blanc-Mesnil et dans une partie de l'aéroport de Roissy l'inspection du travail n'a plus les moyens de répondre.

La mobilisation des agent·e·s de l'inspection du travail, et la détresse des travailleurs·euses de Seine-Saint-Denis reste à ce jour sans réponse de la part du Ministère du travail. Aucun engagement n'a été pris en vue du recrutement d'agent·e·s de contrôle et de secrétariat sur les postes vacants du service public de l'inspection du travail.

De rapports parlementaires en rapports d'inspections la précarité de la Seine-Saint-Denis est pointée du doigt sans que les pouvoirs publics ne prennent leurs responsabilités en recrutant les fonctionnaires chargé·e·s de faire appliquer le droit du travail. Cette situation insupportable pour les travailleurs·euses doit donner lieu à un plan d'urgence du Ministère du travail.

Au vu de la crise économique qui a d'ores et déjà débuté, avec des faillites et de nombreux licenciements à la clé, des recrutements à la hauteur au sein du service Emploi, Entreprises et Solidarité afin de favoriser le maintien dans l'emploi des travailleurs·euses de notre département doivent aussi avoir lieu.

Nous, organisations syndicales de travailleurs·euses de la Seine-Saint-Denis, nous associons à la révolte des agent·e·s de l'inspection du travail de notre département.

Nous refusons le délabrement des services publics en Seine-Saint-Denis, et a fortiori de ce service public indispensable à la protection des travailleurs·euses.

Nous réclamons du Ministère du travail un plan massif de recrutement d'agent·es en charge des services participant au maintien des emplois et d'agent·es de contrôle et de secrétariat de l'inspection du travail. Un courrier a été envoyé à la ministre du travail le 12 avril 2021. N'ayant toujours pas de réponse nous organisons un :

Rassemblement jeudi 3 juin 2021 à 11h30 devant la DGT 39 - 43 quai André Citroën Paris 15^{ème}